

Reflets

Revue ontarioise d'intervention sociale et communautaire



Stratégies pour une redéfinition de l'espace francophone à Sudbury

Lamine Diallo et Ginette Lafrenière

Volume 4, numéro 1, printemps 1998

Intervention en contextes minoritaires

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/026201ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/026201ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Reflets : Revue ontarioise d'intervention sociale et communautaire

ISSN

1203-4576 (imprimé)

1712-8498 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Diallo, L. & Lafrenière, G. (1998). Stratégies pour une redéfinition de l'espace francophone à Sudbury. *Reflets*, 4(1), 140–150. <https://doi.org/10.7202/026201ar>

Tous droits réservés © Reflets : Revue ontarioise d'intervention sociale et communautaire, 1998

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Stratégies pour une redéfinition de l'espace francophone à Sudbury

Lamine Diallo et Ginette Lafrenière

Horizon International¹

Introduction

«Le nombre d'immigrants francophones connaît une forte augmentation. Ces nouveaux changements ont nécessité une réorganisation des structures d'intégration afin de faire face aux besoins de cette nouvelle communauté.»

Depuis près de dix ans, l'immigration dans la Municipalité régionale de Sudbury a évolué rapidement. L'immigration dans le Nord et plus particulièrement à Sudbury a été composée dans le passé par des ressortissants de l'Europe de l'Est ainsi que des îles des Caraïbes. La région, qui compte aujourd'hui une population d'environ 15 000 personnes immigrantes, avait au début des années 80 mis sur pied des services chargés d'aider à leur intégration. Financés par le ministère de l'Immigration et par Patrimoine Canada, ces services étaient le point de rencontre pour la grande majorité des immigrants qui venaient s'installer dans la région. Le Centre multiculturel d'arts et de folklore de Sudbury, chargé de faciliter l'intégration des nouveaux venus, compte plusieurs associations membres. Il continue à jouer un rôle important malgré la diminution de ses ressources.

Depuis le début des années 90, la région connaît une nouvelle vague d'immigration dont le profil diffère totalement de celui qui était jusqu'ici la norme. Le nombre d'immigrants francophones connaît une forte augmentation. Ces nouveaux changements ont nécessité une réorganisation des structures d'intégration afin de faire face aux besoins de cette nouvelle communauté. Ce texte analyse les stratégies utilisées pour conduire à une réorganisation

des structures existantes et à la compréhension des nouvelles alliances qui se tissent dans la communauté. Nous baserons notre analyse sur l'expérience du projet interculturel francophone du Moulin à Fleur, projet qui a vu le jour au mois de décembre 1997 dans le but de rapprocher les populations immigrantes francophones avec la communauté franco-ontarienne.

Le nouveau visage de la population immigrante de Sudbury

Depuis plus de dix ans, une forte proportion d'immigrants francophones est venue s'installer dans la région. Les structures universitaires et collégiales ont encouragé cette augmentation, ce qui a conduit à une arrivée d'immigrants francophones qualifiés venus travailler au sein des institutions post-secondaires. La majorité de ces immigrants arrivent du Québec et non de l'extérieur du pays. Ils ne sont donc pas toujours considérés selon les critères du ministère de l'Immigration comme de nouveaux arrivants.

La communauté africaine représente le groupe le plus large de la communauté. Suite à de nombreuses études et entrevues avec les membres de cette communauté franco-africaine, nous avons pu constater qu'il y a deux groupes d'immigrants africains francophones dans la région de Sudbury. Un premier groupe est constitué de professionnels qui, pour la plupart, se sont réunis à Sudbury après des études prolongées dans la province de Québec, ce qui représente une deuxième migration pour eux et pour leurs familles. Le deuxième groupe d'Africains est constitué d'étudiants venus étudier pour une période de trois ou quatre ans soit à l'Université Laurentienne ou au Collège Boréal (auparavant l'aile francophone du Collège Cambrian).

Malgré l'absence de statistiques sur la communauté franco-africaine, les recherches du Centre de santé communautaire de Sudbury, de l'Association culturelle et professionnelle africaine de Sudbury (ACPAS), du Centre multiculturel de Sudbury et du

Regroupement des étudiants afrocaribiens de l'Université Laurentienne, permettent de constater que sa population a plus que quadruplé dans les années 90. Toutes les institutions francophones dans le domaine de la santé, de l'éducation ainsi que les agences sociales reconnaissent de plus en plus une clientèle issue de cette communauté.

«On peut aussi constater l'origine diverse de cette population dont une forte proportion est originaire des pays francophones d'Afrique avec une population grandissante d'origine haïtienne, arabe et maghrébine...»

On peut aussi constater l'origine diverse de cette population dont une forte proportion est originaire des pays francophones d'Afrique avec une population grandissante d'origine haïtienne, arabe et maghrébine (Algérie, Maroc, Liban, Tunisie, etc...). Ces populations sont venues s'ajouter à la population d'origine européenne (belge, française et suisse) qui est installée depuis très longtemps dans la région.

L'immigration dans le Nord étant un phénomène bien spécial, la grande majorité de ces nouveaux arrivants avait déjà un emploi en venant s'installer. L'arrivée d'un premier groupe a facilité le réseautage menant à une expansion rapide de la population. Avec la stabilisation des emplois dans la région, ces immigrants ont pu faire venir leur famille et s'installent de plus en plus à long terme dans la communauté.

Le phénomène de l'intégration ainsi que son ambiguïté ne sera pas le premier postulat de notre travail. Cependant, nous ne pensons pas que l'intégration puisse se faire sur le dos d'un groupe culturel quelconque. Plusieurs débats autour de la notion d'intégration versus assimilation ont permis de clarifier une approche basée sur le rapprochement et la meilleure connaissance de l'autre sans qu'un groupe n'essaie d'imposer sa culture. L'ouverture vers l'autre, l'acceptation et le respect des différences sont la meilleure base pour une rencontre entre les cultures. Nous considérons les efforts déployés à Sudbury comme une illustration d'une intégration harmonieuse entre des communautés unies par ses caractéristiques minoritaire et linguistique.

«L'ouverture vers l'autre, l'acceptation et le respect des différences sont la meilleure base pour une rencontre entre les cultures.»

L'expérience de Sudbury bénéficie du fait que le militantisme francophone reste encore très fort dans le Nord; nous oserions même dire qu'il est au plus fort de son histoire, malgré la sous-représentation des gens du Nord dans les structures associatives franco-ontariennes. Sudbury jouit donc de deux avantages : le

«Les Francophones du Nord n'ont pas toujours été confrontés à une population immigrante francophone et commencent seulement à découvrir cette nouvelle réalité avec laquelle ils sont obligés de composer en tant que clients ou collègues.»

fort militantisme francophone dans la région et l'arrivée d'une immigration composée en grande majorité de professionnels et d'intellectuels capables de poser le problème de l'intégration en termes plus larges.

Cependant, la nouveauté du phénomène impose un ajustement de la part des deux communautés et suscite plusieurs débats et discussions en vue de créer un champ d'action commun. Les francophones du Nord n'ont pas toujours été confrontés à une population immigrante francophone et commencent seulement à découvrir cette nouvelle réalité avec laquelle ils sont obligés de composer en tant que clients ou collègues.

Au-delà du débat philosophique ou intellectuel engendré par la présence d'une université bilingue et d'un nouveau Collège francophone, la région de Sudbury connaît encore des bastions francophones très vivants aussi bien dans la ville que dans les banlieues proches. Le Moulin à Fleur, la Région de Valley-East et Rayside-Balfour sont des communautés peuplées de plus de 60 % de francophones. Beaucoup de regroupements, d'associations et de projets francophones existent dans ces communautés. Le Moulin à Fleur quant à lui représente historiquement une concentration très forte d'activités francophones.

Donc, l'intégration de ces nouveaux immigrants dans le tissu social et économique a été très difficile au début. Pendant que cette population augmentait, que les familles s'élargissaient, il n'existait pas de réseaux pour faciliter l'intégration des parents, des enfants et des jeunes. Par exemple, les conjoints qui sont venus rejoindre un partenaire qui a déjà un emploi ont de la difficulté à s'insérer économiquement malgré une qualification souvent très élevée. Doublement minoritaires, comme unilingues francophones n'ayant jamais vécu en milieu anglophone et comme minorités visibles, il ne leur était pas facile de trouver des structures ouvertes et culturellement appropriées dans lesquelles s'intégrer. Il fallait donc créer des alliances avec les communautés sur place afin de développer des réseaux d'intégration et de canaliser l'action de ces nouveaux venus.

Plusieurs efforts ont été déployés depuis 1990 par des organismes de la région et par les immigrants eux-mêmes pour

essayer de faciliter l'intégration à la communauté et ainsi briser l'isolement dont ils peuvent être victimes. Il fallait donc accepter de discuter et de redéfinir la notion même de Franco-Ontariens afin de trouver une place pour les nouveaux immigrants dont le besoin de services en français était très important. L'idée que «tous les immigrants sont anglophones» a toujours prévalu dans la région. Cette idée n'était pas partagée seulement par les Franco-Ontariens mais aussi par les responsables des services d'accueil tels le Centre Multiculturel de Sudbury chargé de l'insertion des immigrants qui, jusqu'à la fin des années '80, avait une clientèle essentiellement anglophone.

Les nouvelles formes de solidarité

La nécessité de se doter de structures pour faire face à leurs besoins et de trouver des voies et moyens d'intégration a conduit certains membres de ces communautés à s'organiser. Ainsi des organismes tels que l'Association culturelle et professionnelle africaine de Sudbury (ACPAS) ont été créés dans le but de renforcer la présence de ces communautés dans la région. Le constat que l'Université Laurentienne à elle seule regroupe une des concentrations les plus importantes de professionnels africains au sein d'une université au Canada a encouragé cette initiative. Une vingtaine de professeurs et chercheurs d'origine africaine travaillent dans cette institution. S'ajoutant à cela les professionnels africains du Collège Boréal et ceux des autres organisations, il existait donc une masse critique pouvant servir de base pour une association d'un type nouveau dont l'objectif essentiel était de participer et de contribuer par son expertise à une meilleure visibilité de sa communauté.

Dans le même ordre d'idée, les femmes d'origine africaine et haïtienne se sont regroupées au sein d'une organisation pour faire face aux besoins particuliers qui les touchent, notamment l'emploi, l'accès aux services en français pour la famille et le pouvoir de s'insérer dans un réseau de relations pouvant conduire à une certaine stabilité économique. De surcroît, les communautés moins

«Très tôt il a fallu se rendre à l'évidence que la mise sur pied de ces nouvelles solidarités allait être confrontées à des réalités ayant des conséquences à la fois linguistiques, culturelles et ethniques.»

organisées s'associent aux autres pour célébrer ou organiser des activités spéciales.

Très tôt il a fallu se rendre à l'évidence que la mise sur pied de ces nouvelles solidarités allait être confrontée à des réalités ayant des conséquences à la fois linguistiques, culturelles et ethniques. D'abord, la concertation et la discussion ont été privilégiées dans la recherche de voies et moyens vers l'insertion. De nombreux ateliers ont permis de soulever des points importants dans le processus menant à une meilleure intégration.

En 1993, lors d'un forum organisé par le ministère des Affaires civiques dans le but de rapprocher les communautés francophones, des discussions très intéressantes autour de l'identité franco-ontarienne ont permis de constater la complexité de cette notion. Composé de ressortissants africains et de franco-ontariens, le groupe est resté divisé sur ce point. La solidarité linguistique ne suffit pas à masquer les divisions ethniques et culturelles, le sentiment d'appartenance à une communauté culturelle étant souvent plus fort que la question linguistique. Sur cette question, les phrases suivantes résument succinctement les sentiments de plusieurs des participants de cette rencontre:

Quand vous parlez d'être Franco-Ontarien ce n'est certainement pas de moi dont vous parlez.

Lorsque on cherche à embaucher un Franco-Ontarien et qu'un Africain se présente, on aura de la difficulté à le faire.

Ce même phénomène s'est produit lors d'un atelier organisé par une agence locale sur les rapports entre les francophones immigrants et les Franco-Ontariens. Un des exercices de cet atelier consistait à déterminer dans les deux groupes les problématiques communautaires qui leur tenaient à cœur dans le futur. Chez les Franco-Ontariens, le fait francophone, vivre en français, avoir accès à des services en français ainsi que pouvoir étudier en français ont été mentionnés à trois reprises comme priorités alors que chez les immigrants francophones, le respect, l'attachement au pays d'origine, l'accès à l'emploi et l'acceptation ont été les faits les

plus importants. Cependant, le désir d'être respecté a été l'un des points communs que se partageaient ces deux communautés. Cet exercice a permis ainsi de comprendre que le français n'est pas forcément le cheval de bataille de la communauté immigrante francophone malgré l'importance des services en français pour leur intégration.

D'autres formes de solidarités basées sur le statut d'immigrant n'ont pas connu de meilleurs résultats. La communauté immigrante francophone a dans un premier temps beaucoup compté sur les services du Centre multiculturel de Sudbury pour son intégration. Mais, étant donné que ces nouveaux immigrants étaient francophones, les services offerts par ce Centre n'étaient pas adaptés pour répondre aux besoins de cette nouvelle clientèle. Sans employé francophone, avec des documents rédigés pour la plupart en anglais, le Centre pouvait difficilement servir cette communauté dont le nombre grandissant et les besoins pour une telle organisation étaient plus qu'imminents. Une étude conduite par le Centre multiculturel avec l'aide d'une consultante externe a par ailleurs montré clairement l'inadaptation de cette organisation pour la clientèle francophone.

Cette situation a conduit à une cassure au sein de la communauté immigrante, l'importance de la langue de communication ayant été un obstacle à la participation des immigrants francophones dans cette organisation. Ceci a contribué à l'isolement plus grand des minorités francophones qui se trouvaient obligées d'établir d'autres alliances.

Les solidarités basées sur l'origine n'ont pas non plus fait l'affaire. Par exemple, la communauté africaine de Sudbury compte une forte proportion d'Africains d'origine anglophone travaillant surtout dans le secteur hospitalier. Cependant l'ACPAS a eu de la difficulté à les intégrer dans sa structure majoritairement francophone. Dans ce cas, l'origine africaine n'a pas été suffisante pour regrouper les gens car non seulement la langue, mais aussi les besoins différents ont rendu le regroupement impossible.

Les nouvelles alliances ont donc conduit les membres de l'ACPAS à collaborer avec d'autres groupes francophones sans pour autant s'éloigner de son mandat qui est de représenter d'abord

toute la communauté africaine et ses sympathisants. Les femmes africaines, quant à elles, se sont associées avec le Collectif des femmes du Nord-Est ontarien pour développer des projets. De nouvelles solidarités basées sur des besoins ont vu le jour, notamment le Groupe interculturel francophone du Moulin à Fleur.

L'expérience du Groupe interculturel francophone du Moulin à fleur

*«La curiosité,
l'opportunité de se
rencontrer, de se
connaître autour d'un
fait commun, le français,
allait tout de suite briser
des frontières et
permettre de voir
l'importance de créer des
alliances entre les
ressortissants
francophones.»*

Cette initiative est née de l'idée d'un petit groupe de Franco-Ontariens et d'immigrants francophones qui, pendant deux années de suite ont organisé une journée internationale de la francophonie. Cette journée était l'occasion non seulement de célébrer ensemble le fait francophone, mais aussi d'exposer les francophones à d'autres cultures francophones à travers la cuisine, l'art, la musique et les chansons. La curiosité, l'opportunité de se rencontrer, de se connaître autour d'un fait commun, le français, allait tout de suite briser des frontières et permettre de voir l'importance de créer des alliances entre les ressortissants francophones. Grâce à l'aide d'une fondation, le groupe a pu obtenir des moyens pour déterminer les besoins des communautés francophones immigrantes afin de créer un centre commun d'accueil et d'intégration des nouveaux immigrants.

Durant l'été 1997, une étude de faisabilité a cherché à déterminer le profil de cette communauté et aussi de déterminer ses besoins afin de mettre en place des moyens pour y répondre. L'étude n'a pas permis d'établir le nombre d'immigrants francophones, cependant l'accroissement de cette clientèle est perceptible à plusieurs niveaux. Les écoles, par exemple, reconnaissent avoir de plus en plus une clientèle francophone d'autres pays. Le Conseil des écoles séparées a pu recenser environ 300 élèves appartenant à d'autres groupes ethniques francophones, et les enseignants reconnaissent être de plus en plus confrontés à cette réalité.

Cette étude a aussi permis de se rendre compte qu'à l'instar des immigrants, des francophones provenant d'autres provinces telles que le Québec sont souvent victimes de l'isolement et disent pouvoir bénéficier des structures d'un tel projet. Un des besoins les plus évoqués dans cette étude a été celui d'un centre inter-culturel où tous les francophones et francophiles pourraient se rencontrer et vivre en français dans le respect des particularités culturelles. Au-delà du besoin de se regrouper en français, les minorités raciales souhaiteraient que les activités du centre soient culturellement appropriées et reflètent le nouveau visage de la francophonie dans la région.

«La réussite de cette initiative découle du fait que les communautés culturelles francophones et la communauté franco-ontarienne ont pu s'entendre sur l'essentiel.»

La réussite de cette initiative découle du fait que les communautés culturelles francophones et la communauté franco-ontarienne ont pu s'entendre sur l'essentiel. Le projet vise à assurer l'accès aux services en français, permettre aux différentes cultures francophones de manifester et de vivre leur particularité et permettre un échange réciproque qui élargira la communauté francophone. Cette expérience représente un défi dont les chances de réussite s'appuient sur la composition de la coalition qui l'a permise, le Conseil intérimaire. Il regroupe des Européens, des Africains, des Arabes et des Franco-Ontariens autour de ce qui peut rapprocher les communautés francophones tout en privilégiant la concertation, l'éducation, la défense et l'accès des services en français.

L'expérience qui est en train d'être vécue à Sudbury et qui se fonde sur le dialogue et la concertation pourrait servir d'exemple au niveau provincial. Par exemple, toute la procédure du Forum sur la reconceptualisation devrait d'abord passer par une concertation entre les différentes communautés francophones. Les réalités sont bien différentes pour les communautés culturelles, entre les groupes culturels ainsi qu'entre les regroupements francophones provenant des différentes régions de la province. Cependant, les minorités francophones doivent prendre leur place et contribuer au développement de la francophonie ontarienne, fortes d'une réalité basée sur une expérience de lutte arrivée à maturité et d'un combat historique qui a un impact sur la survie de toute la communauté.

Le combat historique des Franco-Ontariens devrait être partagé avec les minorités francophones pour qu'au-delà des différences culturelles, tous les francophones ou francophiles vivant en Ontario puissent vivre, s'ils le désirent, en français. Il est important de préparer maintenant des stratégies d'intégration afin que les deuxième et troisième générations de descendants de minorités culturelles francophones puissent naturellement conduire à l'élargissement de la définition du Franco-Ontarien. Ils pourront s'identifier à la lutte franco-ontarienne, étant donné que cette génération partagera le vécu et la réalité d'être francophone en Ontario. Même si les minorités culturelles n'ont pas joué un rôle important dans l'histoire de la lutte franco-ontarienne, ils peuvent être néanmoins une force pour l'avenir. Surmonter les dissensions, se réunir autour de l'essentiel, la reconnaissance de l'apport de chaque communauté ne peuvent se faire que grâce à l'éducation et au dialogue.

Bibliographie

- AMADO, Gilles et André GUITTET (1975). *La dynamique des communications dans les groupes*, Paris, Armand Colin.
- BOIVERT, Daniel (1988). *Le groupe restreint: ses aspects caractéristiques, réflexions thématiques*, Trois-Rivières, Editions GÉNAGOGIQUES.
- BARRETTE, Christian, Edith GAUDET et Denyse LEMAY (1993). *Guide de la communication interculturelle*. Montréal, Éditions du Renouveau Pédagogique Inc.
- DIALLO, Lamine (1996). *Atelier-discussion sur l'inter-culturalisme*, pour le Centre FORA, Sudbury.
- DIALLO, Lamine (1998). *Étude de faisabilité pour le projet Interculturel Francophone du Moulin à Fleur*, présenté à la fondation Trillium, Sudbury.
- HOPE CONSULTING GROUP INC. (1991). *Multicultural Communities Northern Ontario Study Progress Review # 1*, Sudbury.
- KEALY, Daniel J. (1989). *L'efficacité inter-culturelle. Une étude des conseillers techniques canadiens à l'étranger*. Ottawa, Agence Canadienne de Coopération Internationale.
- GOVERNEMENT DU CANADA (1995). *Le Canada et les Nouveaux arrivants*. Ottawa, ministère des Approvisionnements et Services Canada.
- MBONIMPA, Melchior (1996). *Jetons le pont: Différences et Intégration — Processus de canadianisation des immigrants*. Notes Conférence-causerie organisée par l'Association Culturelle et Professionnelle Africaine de Sudbury.
- OUELLET, Fernand (1988). *L'éducation interculturelle a-t-elle une spécificité?* Collectif de recherches interculturelles, Université de Sherbrooke.

- POLKOVITS, Joe-Anne P. et Kate TILLECCZEK (1995). *The Final Report of Helping Newcomers Settle in Sudbury: The Sudbury Immigrant Demographic Database Study*. The LINC Stakeholders Committee of Sudbury.
- ROSS, Nancy (1996). *Sommaire de la consultation sur la question des besoins des nouveaux arrivants francophones à Sudbury*. Recherche pour l'Association Multiculturelle et Folklorique de Sudbury.
- GOUVERNEMENT DU CANADA (1994). *The Delivery of Settlement and Integration Services: Innovative Strategies in a Changing Environment*. Ottawa, Immigration et citoyenneté, Canada.

Notes

1. Les auteurs Lamine Diallo et Ginette Lafrenière travaillent à l'Université Laurentienne et au Centre de santé communautaire de Sudbury; ils sont très impliqués dans le développement communautaire régional. Ils sont aussi directeurs de l'entreprise Horizon International dont le but est la promotion des échanges intellectuels et commerciaux entre le Canada et l'Afrique francophone ainsi qu'une meilleure compréhension de l'interculturel par l'animation et la formation intensive.